



Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1 PRÉSENTATION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les normes, directives et recommandations SPS internationales dans le but d'améliorer leur situation sanitaire, zoonitaire et phytosanitaire et leur capacité d'obtenir et de maintenir un accès aux marchés. Ce faisant, il contribue à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement dans les pays en développement. Plus spécifiquement, le STDF aide à accroître la sensibilisation, à mobiliser des ressources supplémentaires, à renforcer la collaboration et à identifier et diffuser les bonnes pratiques pour rendre plus efficace l'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF est un partenariat mondial établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.²

1.3. Le présent document donne un aperçu des activités menées par le STDF à l'appui de son programme de travail depuis la dernière réunion du Comité SPS, tenue en juillet 2013, ainsi que des renseignements sur les travaux prévus. L'annexe donne un aperçu des projets en cours du STDF et des dons pour l'élaboration de projets.

1.4. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la coopération technique liée aux questions SPS sont encouragés à s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr/ContactUs.htm>). Le STDF publie régulièrement un bulletin d'information électronique qui donne un aperçu des principaux faits nouveaux dans le domaine du renforcement des capacités SPS, y compris les activités du STDF et de ses partenaires.

2 COORDINATION ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

2.1 Analyse décisionnelle multicritères (ADM)

2.1. Le STDF a soutenu la mise au point d'un outil d'aide à la prise de décisions reposant sur l'analyse décisionnelle multicritères (ADM), pour aider les pays en développement à établir l'ordre

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ou de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Des renseignements plus détaillés sur le STDF et ses activités, y compris sur ses projets et sur les dons pour l'élaboration de projets, sont disponibles sur son site Web, à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/>.

de priorité des options de renforcement des capacités SPS pour l'accès aux marchés.³ Les 24 et 25 juin 2013, le STDF a organisé un atelier consacré à l'utilisation de cet outil, qui a réuni 44 participants: des partenaires du STDF, des donateurs, des experts de pays en développement, des organisations ayant le statut d'observateur et surtout, les bénéficiaires qui avaient utilisé l'outil.

2.2. L'objectif de l'atelier sur l'ADM était de faire le bilan des expériences et des leçons tirées et de dresser une liste de recommandations pour les travaux futurs. Les participants à l'atelier ont entre autres formulé les recommandations suivantes: i) préciser la portée de l'outil; ii) simplifier le guide d'utilisateur de l'outil d'ADM et y incorporer des études de cas et des exemples par pays; iii) choisir un groupe de facilitateurs neutres dans les pays/régions en développement et le former à l'outil d'ADM; v) encourager une utilisation accrue de l'outil d'ADM dans la planification nationale/régionale et l'établissement des priorités dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA); et vi) surveiller et évaluer l'utilisation courante de l'outil pour tirer des leçons des expériences et les faire connaître. Un résumé de cet atelier et des activités de suivi recommandées est accessible en ligne.⁴ Des renseignements complémentaires sur l'outil d'ADM, y compris sur les activités et les publications précédentes du STDF, sont disponibles sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAEcoAnalysis.htm>.

2.2 Le commerce international et les espèces exotiques envahissantes

2.3. En marge de la réunion du Comité SPS tenue en juin 2013, le STDF a présenté, en collaboration avec la CIPV et l'OIE, la version finale de son étude sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes.⁵ Le STDF avait élaboré une première version de cette étude en vue du Séminaire international du STDF de 2012 consacré à ce sujet, puis il l'a révisée sur la base des discussions et conclusions du séminaire. Cette étude examine et analyse les concepts et principes clés ayant trait aux espèces exotiques envahissantes et au commerce international dans le contexte de l'Accord SPS et de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et en rapport avec les deux organisations de normalisation concernées (la CIPV et l'OIE) dans le cadre de l'Accord SPS. Elle porte également sur diverses initiatives de renforcement des capacités destinées à gérer l'entrée et la dissémination des espèces exotiques envahissantes (y compris les parasites végétaux et les maladies animales), examine les difficultés et bonnes pratiques communes et présente un certain nombre de recommandations ciblées.

2.4. L'une des diverses recommandations figurant dans l'étude vise directement le Comité SPS:

"Le Comité SPS devrait envisager d'élaborer des directives sur la relation entre les espèces exotiques envahissantes et l'Accord SPS afin de clarifier la question du point de vue juridique et d'incorporer expressément les espèces exotiques envahissantes dans le cadre réglementaire du commerce international. Ces directives devraient, entre autres, servir à clarifier les prescriptions en matière de notification concernant les mesures SPS prises par les institutions nationales chargées des questions liées à la biodiversité/l'environnement afin d'empêcher l'introduction d'espèces exotiques envahissantes autres que les parasites et les maladies des animaux et des végétaux."

2.5. Des renseignements complémentaires sur le séminaire, y compris les exposés, une note d'information succincte de deux pages du STDF, ainsi que d'autres documents pertinents, sont disponibles sur notre site Web à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAIAS.htm>.

2.3 Quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce

2.6. Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce a eu lieu à l'OMC du 8 au 10 juillet 2013 et avait pour but d'examiner les stratégies permettant de connecter les entreprises des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) aux chaînes de valeur

³ Disponible à l'adresse suivante:

http://www.standardsfacility.org/Files/EconAnalysis/MCDA_FrameworkGuide.pdf

⁴ <http://www.standardsfacility.org/Files/EconAnalysis/GVAJun13/ReportMCDAWorkshop.pdf>.

⁵ http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF_IAS_EN.pdf.

mondiales. Lors de l'Examen global, le STDF a organisé, en collaboration avec le Canada et les Pays-Bas, une activité parallèle intitulée "Partenariats public-privé dans le contexte des chaînes de valeur", laquelle visait à présenter les travaux menés par l'Institut Nord-Sud (NSI) et le STDF sur le commerce et les partenariats public-privé dans le domaine SPS et à promouvoir le dialogue entre des experts du secteur public et du secteur privé sur les principaux enseignements tirés en la matière. Dans le cadre d'un groupe de discussion, plusieurs parties prenantes ont présenté des exemples précis de partenariat public-privé visant à aider les pays en développement à se connecter aux chaînes de valeur.

2.7. Les messages clés qui se sont dégagés du débat étaient les suivants: i) il est important de créer un climat de confiance entre les partenaires, afin de garantir que les niveaux élevés d'exigence en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et/ou de préservation des végétaux ne deviennent pas des obstacles cachés au commerce; ii) il est important d'assurer le maintien du dialogue entre les partenaires et de mesurer et présenter régulièrement les résultats et les réalisations; iii) le rôle des administrations nationales devrait être de fournir la gouvernance, la politique de marché et le soutien national nécessaires et non pas d'interférer avec le secteur privé ou de prendre sa place dans la conduite des activités commerciales; et iv) les partenariats peuvent être très utiles à toutes les parties prenantes concernées de la chaîne de valeur pour résoudre des problèmes spécifiques d'accès aux marchés, renforcer la coopération et améliorer leur compréhension des marchés. Des renseignements complémentaires sur cette activité parallèle sont disponibles sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/en/TAidForTrade4GR.htm>.

2.4 Questions SPS et facilitation des échanges

2.8. Le STDF a entamé des travaux de recherche pour analyser la mise en œuvre des mesures SPS dans le contexte de la facilitation des échanges (définie comme la simplification, l'harmonisation, la normalisation et la modernisation des procédures commerciales). Ces travaux englobent des recherches menées au niveau régional dans certains pays et certaines sous-régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'objectif est de répertorier et d'analyser les expériences, leçons et bonnes pratiques, et de promouvoir le dialogue à leur sujet, afin d'améliorer la mise en œuvre des contrôles SPS de manière à favoriser un commerce sûr. Ces travaux sont actuellement menés en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID)⁶, TradeMark Southern Africa et le Secrétariat du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA). Des rapports concernant ces trois régions devraient être terminés d'ici à la mi-2014.

2.5 Refonte du site Web du STDF

2.9. Le Secrétariat du STDF a commencé les travaux de remaniement du site Web du STDF pour le transformer en un système de gestion de contenu. Ce nouveau système permettra au Secrétariat de publier, éditer ou modifier plus facilement des contenus. Le nouveau site Web intégrera également des nouvelles technologies pour offrir des fonctionnalités supplémentaires et améliorer l'expérience globale des utilisateurs. Il devrait être lancé au cours du premier trimestre de 2014.

2.10. Le site Web comportera également une nouvelle version de la bibliothèque virtuelle du STDF qui permettra d'améliorer la gestion des documents et proposera des options de recherche plus pertinentes. Cette bibliothèque virtuelle, qui sera accessible à partir de la page d'accueil du STDF, est une base centrale contenant des documents électroniques liés au renforcement des capacités dans le domaine SPS. Les délégués sont encouragés à utiliser cette bibliothèque virtuelle et à envoyer des documents au Secrétariat du STDF (STDFSecretariat@wto.org) afin qu'ils soient ajoutés à la bibliothèque (par exemple: documents et rapports finals de projets, matériels de formation, évaluations de projets, évaluations des capacités dans le domaine SPS, analyses coûts-avantages, travaux de recherche et articles, etc.).

⁶ Les travaux menés à ce titre par la BDI ont débuté en 2012 par une enquête sur les points de contrôle à la frontière associés au commerce de produits agricoles et forestiers en Amérique latine. Cette enquête a servi de base pour le séminaire régional BDI/OMC sur les mesures SPS tenu au Chili du 25 au 30 juin 2012, lequel portait sur l'amélioration des services de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire.

3 ÉLABORATION DES PROJETS

3.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP) pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. À titre de financement de démarrage, des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs.

3.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 57 DEP au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 15 et 16 octobre 2013.

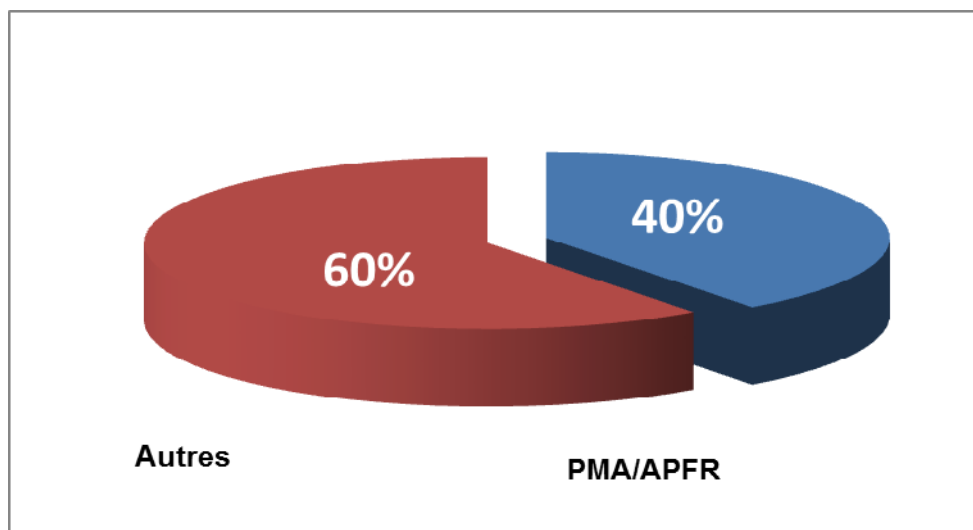
4 FINANCEMENT DES PROJETS

4.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU au maximum sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les travaux du STDF concernant des sujets transversaux d'intérêt commun; iii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iv) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

4.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé la réalisation de 66 projets au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres projets de financement à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 15 et 16 octobre 2013.

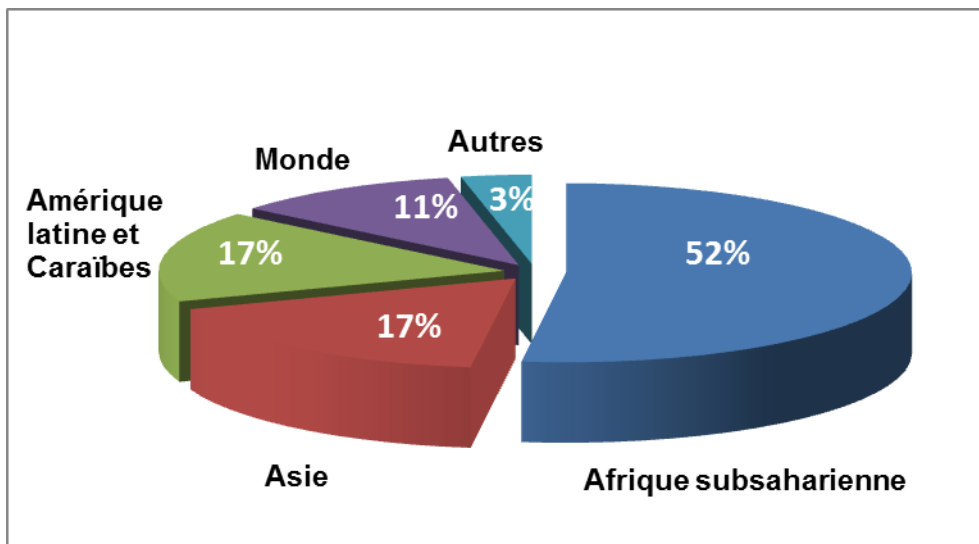
4.3. On trouvera dans l'annexe un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des DEP. Depuis sa création, le STDF a consacré 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux pays les moins avancés (PMA) et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après. Le STDF continue donc d'atteindre son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. La part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (66% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)



4.4. La figure 2 ci-dessous montre que 52% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 17% à l'Asie et 17% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 11% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



4.5. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **3 janvier 2014**.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de dons pour la réalisation de projets ou de dons pour l'élaboration de projets (DEP) est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGPpgStat.htm>; et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGProStat.htm>, pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote_fr.pdf.
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: STDFSecretariat@wto.org, pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité et ses probabilités de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/FDAppForms.htm>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

ANNEXE

STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EN COURS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF¹

STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS APPROUVÉS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/172	Augmentation des exportations de graines de sésame et de noix/beurre de karité grâce au renforcement des capacités SPS dans le secteur privé et le secteur public	Identifier les points et les facteurs critiques dans la filière de production de karité nigériane et élaborer des modèles prédictifs concernant la production d'aflatoxine, la croissance fongique, les résidus de pesticides et les autres contaminants	Nigéria	Conseil nigérian de promotion des exportations (NEPC)	10 décembre 2009	1 ^{er} octobre 2010	30 septembre 2013	364 240
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche	Comores	PNUD	30 mars 2012	17 septembre 2012	16 septembre 2015	1 033 673

¹ Les projets et dons pour l'élaboration de projets dont les dates de démarrage et d'achèvement sont à déterminer n'ont pas encore fait l'objet d'une passation de contrat.

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/298	Programme de renforcement des capacités en Afrique pour atténuer les effets nocifs des résidus de pesticides dans le cacao et pour maintenir l'accès aux marchés	Renforcer les capacités SPS en Afrique pour produire du cacao de qualité conforme aux règlements internationaux relatifs aux résidus de pesticides et autres substances nuisibles	Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Togo	Organisation internationale du cacao	2 juillet 2010	1 ^{er} janvier 2011	31 décembre 2013	593 460
STDF/PG/300	Développement d'un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires	Développer un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires afin de contribuer à améliorer l'infrastructure qualité dans les pays en développement	Ghana	Université de Cape Coast (UCC)	10 décembre 2009	1 ^{er} décembre 2010	30 novembre 2013	262 246
STDF/PG/302	Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Augmenter la production de chou et par là même les exportations en provenance de la sous-région en contrôlant la dissémination et l'impact de deux ravageurs spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex	Sénégal	Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN) du Sénégal	19 mars 2010	1 ^{er} février 2012	31 janvier 2014	577 142

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Contribuer à renforcer la capacité des gestionnaires de risques à mettre en œuvre les normes internationales grâce à une bonne connaissance des dangers, des risques et des niveaux d'exposition aux substances nuisibles présentes dans les produits alimentaires couramment fabriqués et consommés	Bénin, Cameroun, Mali et Nigéria	FAO en collaboration avec l'OMS	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	1 063 708
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base	Bangladesh	FAO	27 juin 2011	1 ^{er} avril 2012	21 mars 2014	568 750
STDF/PG/328	Au-delà de la conformité: approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est	Élaborer et tester de nouveaux outils d'aide à la prise des décisions privilégiant l'approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est (appui à la mise en œuvre de la NIMP n° 14)	Asie du Sud-Est	CABI Asie du Sud-Est	28 mars 2011	11 juillet 2011	10 juillet 2014	600 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/329	Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires pour les exportations népalaises de gingembre grâce à des partenariats public-privé	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité d'accéder à de nouveaux marchés	Népal	FAO	27 juin 2011	7 juin 2012	6 juin 2015	412 629
STDF/PG/335	Renforcement des capacités de contrôle phytosanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda	Renforcer la surveillance des ravageurs et les capacités de diagnostic pour permettre une meilleure compréhension de la répartition des ravageurs et faciliter la mise en œuvre de stratégies de lutte efficaces	Ouganda	CABI Afrique	30 mars 2012	1 ^{er} octobre 2012	30 septembre 2014	348 632
STDF/PG/336	Renforcement de la lutte contre les maladies animales transfrontalières au Cameroun	Renforcer les capacités institutionnelles et renforcer la capacité des services vétérinaires décentralisés – principalement ceux qui s'occupent du système de surveillance	Cameroun	FAO	27 juin 2011	1 ^{er} juin 2012	31 mai 2014	510 788
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les LMR pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés	États membres de l'ASEAN	Secrétariat de l'ASEAN	21 octobre 2011	1 ^{er} décembre 2012	30 novembre 2015	607 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation	Sri Lanka	ONUUDI	21 octobre 2011	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2014	630 000
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique	Amérique centrale	IICA	30 mars 2012	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2015	905 225
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Contribuer à l'harmonisation du cadre réglementaire concernant la production et la commercialisation des aliments pour animaux, afin de garantir leur sécurité sanitaire, ainsi que l'accès aux marchés, sur la base des normes et recommandations du Codex et de l'OIE	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay	FEEDLATINA	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	1 000 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Répondre au besoin de ressources documentaires techniques dans les pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de comprendre et d'appliquer les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP)	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie et Soudan	Secrétariat de la CIPV	28 mars 2011	1 ^{er} février 2012	31 janvier 2014	600 000
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes sri-lankais	Analyse des contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, renforcer les capacités des parties prenantes des secteurs public et privé de se conformer aux prescriptions SPS internationales et améliorer la coopération et la constitution de réseaux entre les secteurs public et privé	Sri Lanka	Centre du commerce international	30 mars 2012	1 ^{er} mars 2013	28 février 2015	562 484
STDF/PG/358	Amélioration de la législation vétérinaire dans les pays membres de l'OIRSA	Renforcer les services vétérinaires dans la région en harmonisant le cadre juridique conformément aux normes de l'OIE en matière de contrôle et d'éradication des maladies animales	Amérique centrale	OIRSA	30 mars 2012	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2015	488 330

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique: renforcer la capacité régionale de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides sur la base des normes internationales	Renforcer la capacité régionale en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie et Zambie	Bureau interafricain pour les ressources animales	11 octobre 2012	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2016	446 150
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Maintenir et accroître l'accès aux marchés des exportations de cacao en améliorant les pratiques le long de la chaîne d'approvisionnement pour respecter les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Indonésie, Malaisie et Papouasie -Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	11 octobre 2012	1 ^{er} novembre 2013	31 octobre 2015	593 204
STDF/PG/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Faire en sorte que les pays en développement soient plus aptes à utiliser l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires pour évaluer leurs propres capacités, identifier les lacunes et planifier leurs programmes phytosanitaires et de développement nationaux	Pays en développement	Comité de la CIPV chargé du renforcement des capacités (CDC)	11 octobre 2012	À déterminer	À déterminer	625 148

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides sur la base des normes internationales	Renforcer la capacité régionale de l'Amérique latine en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour soutenir l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales	Bolivie, État plurinational de; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Nicaragua; Panama; Pérou et République dominicaine	IICA	19 mars 2013	1 ^{er} octobre 2013	30 septembre 2016	346 450

STADE DE MISE EN ŒUVRE DES DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP) QUI ONT ÉTÉ APPROUVÉS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/346-347-348	Étude de faisabilité sur le concept de laissez-passer vert du COMESA	Étude de faisabilité en vue de clarifier le concept de laissez-passer vert et d'examiner les questions juridiques et techniques ainsi que la viabilité économique et commerciale	Membres du COMESA	COMESA	27 juin 2011	1 ^{er} janvier 2012	À approuver	90 000
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Examiner le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborer des plans pour renforcer la capacité institutionnelle et établir des priorités aux fins de la conformité avec les prescriptions SPS	Sierra Leone	FAO	19 mars 2013	1 ^{er} novembre 2013	15 avril 2014	39 000
STDF/PPG/377	Évaluation complète et élaboration d'une proposition de projet visant à renforcer le système national de préservation des végétaux en Gambie	Effectuer une évaluation complète des lacunes en matière de capacités phytosanitaires en utilisant l'outil ECP de la CIPV et élaborer un projet pour mettre en œuvre des actions ponctuelles en vue de renforcer le système national de préservation des végétaux	Gambie	CIPV	30 mars 2012	1 ^{er} février 2013	31 juillet 2013	50 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	Renforcer la capacité des autorités SPS des États membres de la SADC de mettre en œuvre de manière effective leurs obligations en matière SPS et de revendiquer leurs droits en tant que Membres de l'OMC	États membres de la SADC	Kevin Walker	22 mars 2013	15 juillet 2013	30 septembre 2013	25 000
STDF/PPG/404	Renforcement de la capacité d'indexage des virus présents dans le matériel végétal au Malawi	Réaliser une étude de faisabilité pour évaluer la viabilité du renforcement de la capacité d'indexage et de la production de plants de banane exempts de virus	Malawi	Département de la recherche agricole (DARS) – Malawi	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	31 096
STDF/PPG/432	Systèmes d'information pour la surveillance et le signalement d'organismes nuisibles dans les pays d'Asie/du Pacifique	Permettre aux pays de mettre en œuvre les normes phytosanitaires internationales et de remplir leurs obligations dans le domaine SPS principalement liées à la transparence et à l'évaluation des risques	Pays d'Asie et du Pacifique	Département australien de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF)	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	49 990